

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 279/99

ÉFAI – 990806 – ASA 21/200/99

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

INDONÉSIE / TIMOR  
ORIENTAL

Antonio, réfugié  
Francisco, réfugié

Londres, le 22 octobre 1999

Amnesty International éprouve de vives craintes pour la sécurité des deux hommes nommés ci-dessus, arrêtés par des miliciens le 21 octobre 1999 au Timor occidental, près de Nenu, dans le district de Belu. Ils courent le risque d'être torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements, voire de mourir en détention.

Les deux hommes se rendaient en taxi en direction du Timor oriental, en compagnie d'un prêtre, quand leur véhicule a été arrêté par un groupe de miliciens circulant à bord d'une jeep Kijang. Les trois hommes ont dû sortir du taxi et monter dans la jeep à leur corps défendant. Les miliciens les ont conduits à la base d'Atambua, où, leur reprochant d'avoir voulu retourner au Timor oriental, ils les ont soumis à des violences.

Le prêtre est parvenu à s'échapper, mais Antonio et Francisco seraient toujours aux mains des miliciens. Il semble que la police ait été informée de ces enlèvements et priée d'intervenir.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Antonio et Francisco figurent parmi les milliers de Timorais de l'Est déplacés dans la partie occidentale de l'île, souvent de force, dans le cadre de ce qui semble être une campagne soigneusement orchestrée, à laquelle participent les forces de sécurité indonésiennes. Les milices pro-indonésiennes, qui continuent d'agir en toute impunité au Timor occidental, opèrent des descentes dans les camps de réfugiés à la recherche de partisans de l'indépendance, de défenseurs des droits humains, de prêtres et de religieuses. Selon des informations communiquées à Amnesty International, des soldats indonésiens participeraient également à ces opérations.

Selon une déclaration du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 7 000 Est-Timorais réfugiés ont regagné le Timor oriental, tandis que 250 000 autres demeurent au Timor occidental et dans d'autres parties du territoire indonésien. Amnesty International craint que les personnes réfugiées au Timor occidental ne soient pas en mesure de choisir librement entre leur réinstallation en Indonésie et leur retour au Timor oriental, en raison de la forte présence de miliciens dans la région. D'après les informations recueillies, certains réfugiés se trouvant au Timor occidental ont été privés de nourriture pour avoir exprimé le désir de regagner leur territoire d'origine.

Des sources non gouvernementales présentes à la frontière affirment que les miliciens ont renforcé leurs manœuvres d'intimidation au cours de la dernière semaine, prenant tout particulièrement pour cibles les réfugiés désireux de regagner le Timor oriental.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / lettre par avion / fax / aérogramme (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- exhortez les autorités à indiquer où se trouvent Antonio et Francisco ;
- demandez aux autorités de veiller à ce qu'ils soient libérés immédiatement et sans condition, dans le cas où il s'avèrerait que ces deux hommes sont détenus par des miliciens ;
- déclarez-vous préoccupé par les informations persistantes selon lesquelles des réfugiés sont victimes de violations de leurs droits, notamment d'enlèvements, de menaces et de « disparitions », imputables aux milices anti-indépendantistes au Timor occidental et dans d'autres régions de l'archipel indonésien ;
- exhortez les autorités indonésiennes à protéger les réfugiés originaires du Timor oriental qui se trouvent dans la partie occidentale de l'île et sur le reste du territoire indonésien contre les menaces et les attaques dont se rendent coupables les milices, les *Tentara Nasional Indonesia* (TNI, Forces armées indonésiennes) et la police ;
- appelez les autorités indonésiennes à veiller à ce que les réfugiés puissent exercer leurs droits fondamentaux, ainsi que l'exigent les normes internationales relatives aux droits humains.

### APPELS À :

Président de l'Indonésie :  
President Abdurrahman Wahid

Chef de la police nationale :  
General Roesmanhadi

Presiden RI  
Istana Negara  
Jl. Veteran, Jakarta Pusat  
Indonésie

**Télégrammes** : President Wahid, Jakarta, Indonésie

**Fax** : 62 21 526 8726

**Formule d'appel** : *Dear Presiden Wahid,, / Monsieur le*  
Président de la République,

Kapolri, Markas Besar Kepolisian RI  
Jl. Trunojoyo 13  
Kebayoran Baru, Jakarta Selatan  
Indonésie

**Fax** : 62 21 720 7277

**Formule d'appel** : *Dear General, / Mon Général, (si vous*  
êtes un homme) **ou** Général, (si vous êtes une femme),

#### **COPIES**

aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

#### ***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 3 DÉCEMBRE 1999, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*.a version originale a été publiée par Amnesty International,*

*Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*